

**Documents d'information  
SG/Inf(2022)25**

5 juillet 2022

---

**Rapport de la visite d'information en République tchèque de  
Mme Leyla Kayacik  
Représentante spéciale de la Secrétaire Générale sur les migrations et les  
réfugiés  
4-6 mai 2022**

---

## TABLE DES MATIERES

I.	INTRODUCTION	3
I.1.	Contexte de la mission	3
I.2.	Dates et délégation	4
I.3.	Réunions et sites visités	4
II.	L'ACCÈS AUX PROCÉDURES DE PROTECTION	5
II.1.	Chiffres et données	5
II.2.	Cadre législatif et accès à la protection temporaire	6
III.	RECEPTION ET INCLUSION	8
III.1.	Accès au logement	8
III.2	Accès aux soins de santé	10
III.3	Besoin de soutien psychologique	11
III.4.	Intégration linguistique	12
III.5.	Accès au marché du travail	13
IV.	LES PERSONNES EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ	14
IV.1	Enfants	14
IV.2	Réfugiés non ukrainiens	16
IV.3	Réfugiés roms	17
V.	PROTECTION CONTRE LA VIOLENCE ET LUTTE CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS	18
V.1.	Soutien aux victimes de crimes de guerre	18
V.2.	Protection contre la violence et les abus	18
V.3.	Traite des êtres humains	19
V.4	Risque de traite et d'abus des enfants	20
V.5	Exploitation par le travail	21
VI.	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	22
VII.	ANNEXE : PROGRAMME DE LA VISITE	24

## I. INTRODUCTION

### I.1. CONTEXTE DE LA MISSION

1. L'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine commencée le 24 février 2022 a entraîné le plus important afflux de réfugiés en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. En quelques jours, des millions de personnes ont quitté le pays, en quête de sécurité dans les pays voisins et au-delà.
2. Après le début de la crise en Ukraine, la Représentante spéciale de la Secrétaire générale (RSSG) sur les migrations et les réfugiés a convoqué, le 9 mars 2022<sup>1</sup>, une réunion extraordinaire en ligne du réseau de correspondants sur les migrations du Conseil de l'Europe (CdE) afin d'obtenir des informations sur la population civile fuyant l'Ukraine. Cette réunion a été l'occasion de souligner la nécessité de protéger les personnes en situation de vulnérabilité contre les abus, l'exploitation et la traite. Les besoins supplémentaires en termes d'accès aux soins de santé, y compris de soutien adéquat pour l'assistance psychologique, d'accès à l'éducation, d'intégration linguistique et d'accès au marché du travail ont également été soulignés par les correspondants sur les migrations. Le RSSG a ensuite convoqué la réunion du Groupe de coordination intersecrétariat du CdE le 24 mars 2022, afin de répondre aux besoins présentés par le réseau de correspondants sur les migrations et de coordonner les activités du CdE dans le but de fournir une assistance adéquate sur le terrain, dans le cadre du mandat du CdE et conformément au Plan d'action sur la protection des personnes vulnérables dans le contexte des migrations et de l'asile en Europe 2021-2025 (Plan d'action)<sup>2</sup>. La RSSG a organisé une réunion en ligne avec les représentants d'organisations internationales telles que le HCR, l'OIM, l'UNICEF, OSCE/ODIHR et UE/FRA<sup>3</sup>. L'objectif principal de cette réunion était d'échanger des informations sur les actions menées par ces organisations internationales dans le contexte de la crise en Ukraine<sup>4</sup> et de déterminer comment le CdE, dans le cadre de son mandat, peut compléter au mieux les efforts en cours. Le RSSG a également échangé avec des représentants de la société civile lors de la session de printemps de la conférence des OING le 5 avril 2022.
3. Sur la base des résultats de ces réunions et conformément à son mandat<sup>5</sup>, la RSSG a décidé de mener des missions d'information dans les États membres les plus touchés par cet afflux soudain et imprévu de réfugiés.
4. La loi martiale interdisant aux hommes (18-60 ans) de quitter l'Ukraine<sup>6</sup> implique qu'environ 90 % des personnes qui ont fui sont des femmes, des enfants, des personnes âgées et d'autres personnes ayant besoin d'une assistance urgente. Le Plan d'action constitue le meilleur outil pour la RSSG dans ses missions d'information et lui permet de répondre aux besoins des personnes fuyant l'Ukraine.

<sup>1</sup> [Réunion extraordinaire du Réseau des correspondants sur les migrations - Actualités \(CdE.int\)](#)

<sup>2</sup> [Plan d'action sur la protection des personnes vulnérables dans le contexte des migrations et de l'asile en Europe](#)

<sup>3</sup> [Réfugiés fuyant l'Ukraine : échange d'informations avec les partenaires internationaux - Actualités \(CdE.int\)](#)

<sup>4</sup> Voir dans ce contexte le [Plan régional d'intervention pour les réfugiés en Ukraine \(RRP\)](#) qui fournit une réponse globale des agences des Nations Unies pour soutenir les efforts des pays pour protéger et aider les réfugiés venant d'Ukraine et le [rapport de la FRA/UE: Postes-frontière UE-Ukraine: premières observations de terrain](#)

<sup>5</sup> [Mandat de la RSSG \(CdE.int\)](#)

<sup>6</sup> Voir <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/en/64/2022#Text>

## I.2. DATES ET DÉLÉGATION

5. Ce rapport a été préparé à la suite de la visite de la RSSG en République tchèque entre le 4 et le 6 mai 2022 afin de constater les défis sur le terrain et la réponse des autorités tchèques à ces défis. Le rapport vise à donner un aperçu de la situation des personnes originaires d'Ukraine en République tchèque, sur la base des observations de l'équipe de la RSSG pendant la mission. La visite visait également à évaluer les besoins et à déterminer si le CdE pouvait fournir une assistance adéquate, notamment par le biais du Plan d'action. L'accent est donc mis sur les groupes vulnérables. Des questions majeures telles que l'accès au logement, l'accès aux soins de santé, l'accès au marché du travail, qui jouent un rôle important pour la protection et l'inclusion de ces personnes à long terme, y sont également abordées.
6. Compte tenu du risque accru de traite<sup>7</sup>, la délégation de la RSSG comprenait l'un des membres du Groupe d'experts du CdE sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) - Dr. la Dadunashvili, afin d'apporter une expertise thématique sur cette question qui a été identifiée comme une priorité. Les conseillers de la RSSG Anne Kayser et Mustafa Uludag ont assisté la RSSG Leyla Kayacik pendant la mission en République tchèque.

## I.3. REUNIONS ET SITES VISITES

7. A Prague, la RSSG a rencontré des représentants des autorités nationales compétentes: Mme Zuzana Freitas Lopesová, vice-ministre du Travail et des Affaires sociales ; M. Jiří Nováček, premier vice-ministre de l'Intérieur ; M. Jindřich Fryč, secrétaire d'État, ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports ; M. David Červenka, directeur du département des droits de l'homme et de la politique de transition du ministère des Affaires étrangères ; et M. Ivo Šilhavý, envoyé spécial pour les migrations, ministère des Affaires étrangères.
8. A la lumière du rôle clé des autorités locales dans le cadre de la présente crise, la RSSG et son équipe ont également rencontré le membre du Conseil municipal de Prague chargé des affaires sociales, Mme Milena Johnová. Ils se sont entretenus avec une experte en migration du bureau du Défenseur public de la République tchèque, Mme Veronika Víchová. Ils ont visité le Centre régional d'aide et d'assistance à l'Ukraine de Prague (KACPU), le point d'information de la gare de Prague et le Centre d'intégration de Prague (ICP).
9. La RSSG s'est également entretenue avec des représentants de la société civile - les ONG OPU, Iniciativa Hlavak, Caritas, l'Association pour l'intégration et la migration - et des partenaires internationaux (HCR, OIM, UNICEF).
10. Le soutien des autorités, notamment du ministère des Affaires étrangères, a été essentiel pour la planification et l'organisation de la visite à Prague, qui s'est déroulée dans un délai très court.

---

<sup>7</sup> [Les États doivent agir de toute urgence pour protéger les réfugiés fuyant l'Ukraine contre la traite des êtres humains - Actualités \(coe.int\)](#)

## II. L'ACCÈS AUX PROCÉDURES DE PROTECTION

### II.1. CHIFFRES ET DONNÉES

11. Bien qu'elle n'ait pas de frontière commune avec l'Ukraine, la République tchèque fait partie des pays qui accueillent actuellement le plus grand nombre de personnes fuyant la zone de conflit. Au moment de la visite, les chiffres officiels indiquaient que 323 000 réfugiés ukrainiens étaient officiellement enregistrés et avaient obtenu le statut de protection temporaire en République tchèque, et qu'une centaine de demandes d'asile avaient été déposées par des ressortissants ukrainiens. Ce chiffre représente 3 % de la population tchèque et place la République tchèque parmi les principaux pays de destination des personnes fuyant l'Ukraine. Le fait qu'il existait déjà une importante communauté ukrainienne (200 000 personnes) en République tchèque explique en partie son attrait pour les personnes fuyant l'Ukraine.
12. Parmi ceux qui sont arrivés après le 24 février, environ 130 000 mineurs (représentant 40% du total) ont été enregistrés. Moins de 9 000 des nouveaux arrivants (3 %) sont âgés de plus de 65 ans. En termes de répartition régionale, si la plupart des réfugiés souhaitent rester dans les grandes villes, un quart d'entre eux ont trouvé un logement à Prague (61 000), 15% dans la région de Bohême centrale (37 000) et 10% dans la région de Moravie du Sud<sup>8</sup>.
13. Après avoir atteint un pic à 17 000 arrivées par jour entre le 7 et le 10 mars, l'afflux de réfugiés s'est quelque peu stabilisé entre 2 500 et 5 000 personnes par jour vers la fin du mois de mars. La société civile a fait état de lacunes dans la collecte de données désagrégées et de difficultés à accéder à des données exhaustives.
14. Les arrivées étaient en baisse au moment de la visite de la RSSG. Les autorités tchèques ont adopté, le 13 avril 2022, de nouvelles orientations stratégiques, qui définissent les priorités à moyen et long terme pour faire face à l'évolution et aux conséquences de l'afflux de réfugiés. Ces orientations prévoient trois scénarios<sup>9</sup>, au cas où davantage de personnes continueraient à chercher refuge en République tchèque à cause de la durée ou de l'escalade du conflit.
15. Les chiffres montrent que la République tchèque est tout autant touchée par le conflit en Ukraine que les pays directement voisins de l'Ukraine. Elle devrait donc recevoir le même soutien international que les pays ayant une frontière avec l'Ukraine. C'est le raisonnement adopté par la RSSG lorsqu'elle a décidé d'effectuer cette visite.

<sup>8</sup> Les chiffres ont été communiqués par les autorités lors de nos rencontres. Les [données officielles du HCR](#) sur la situation des réfugiés fuyant l'Ukraine ne permettaient pas de suivre le nombre de réfugiés en République tchèque, qui n'est pas un pays voisin.

<sup>9</sup> Établissement des priorités stratégiques du gouvernement de la République tchèque pour faire face à la vague de réfugiés liée à l'invasion de l'Ukraine par la fédération russe ", Prague, 13 avril 2022.

## II.2. CADRE LEGISLATIF ET ACCES A LA PROTECTION TEMPORAIRE

16. Les citoyens ukrainiens titulaires d'un passeport biométrique valide ont le droit de séjourner en République tchèque sans visa pendant 90 jours au maximum. Ils sont néanmoins tenus de se faire enregistrer auprès de la police des étrangers et des frontières dans les 30 jours suivant leur entrée sur le territoire. Depuis le 22 mars, les visas de longue durée pour les séjours de plus de 90 jours ont été remplacés par un régime simplifié mettant en œuvre la directive européenne sur la protection temporaire (PT)<sup>10</sup>, promulguée dans le cadre de la "Lex Ukraine"<sup>11</sup>. Ce régime permet aux personnes de rester dans le pays pendant un an maximum (jusqu'au 31 mars 2023 au plus tard) et adopte une approche assez flexible dans l'application de la directive européenne. Il s'applique aux citoyens ukrainiens qui résidaient en Ukraine avant le 24 février, ainsi qu'à ceux qui sont arrivés en République tchèque après le 24 février et y séjournent légalement sans visa ou avec un visa de courte durée, et à ceux qui n'ont pas de permis de séjour européen de longue durée. Il s'applique également aux ressortissants de pays tiers, aux apatrides et aux étrangers qui se sont vu accorder une forme de protection internationale en Ukraine et qui résidaient en Ukraine avant le 24 février, ainsi qu'aux membres de la famille des personnes pouvant bénéficier de la PT<sup>12</sup>.
17. Le ministère de l'Intérieur joue le rôle de coordinateur et supervise la cellule centrale de crise. Avec le soutien du service d'incendie et de secours, cette cellule a été extrêmement efficace dans la mise en place d'un système de secours intégré. Dans la pratique, les personnes fuyant l'Ukraine sont dirigées vers l'un des 16 centres d'enregistrement ouverts à travers le pays et servant de guichet unique pour tous les services. Lors de sa visite du Centre régional d'aide et d'assistance à l'Ukraine (KACPU) desservant Prague et la région de Bohême, l'équipe de la RSSG a pu constater un traitement rapide des demandes dans un centre géré par le service d'incendie et de secours. Grâce à une procédure de 30 minutes, 1 000 personnes par jour ont pu soumettre des demandes<sup>13</sup>. Les demandeurs sont d'abord contrôlés à l'entrée du centre et admis s'ils sont jugés éligibles pour une demande de PT. Ils remplissent le formulaire de demande d'asile avec l'aide du personnel ukrainophone, s'inscrivent au système public d'assurance maladie, consultent les services sociaux en cas de besoins particuliers, reçoivent une première allocation humanitaire (environ 200 € par personne et par mois)<sup>14</sup> sont informés sur la manière d'entrer sur le marché du travail et d'ouvrir un compte bancaire (plusieurs agences bancaires sont présentes dans le centre), demandent un hébergement d'urgence (si nécessaire) et obtiennent l'aide des services consulaires ukrainiens s'ils ne disposent pas des papiers d'identité nécessaires.

<sup>10</sup> [Directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001](#) appelée « Directive européenne sur la protection temporaire »

<sup>11</sup> Ce qui est appelé « Lex Ukraine » est la Loi n° 65/2022 Coll.

<sup>12</sup> [Informations pour les citoyens ukrainiens - Ministère de l'intérieur de la République tchèque \(mvcr.cz\)](#)

<sup>13</sup> Au moment de notre visite, nous avons été informés que la KAPCU enregistrerait en moyenne 800 demandeurs, et que 80 000 personnes au total avaient transité par ce centre depuis son ouverture le 14 avril.

<sup>14</sup> [Assistance en cas de besoin matériel \(mpsv.cz\)](#)

18. La RSSG constate l'efficacité de cette réponse à une situation sans précédent. Celle-ci a conduit à la mise en place rapide de centres d'enregistrement bien gérés où les acteurs nationaux, locaux et non gouvernementaux travaillent en étroite collaboration pour fournir aux ressortissants ukrainiens une protection temporaire. La RSSG a toutefois observé l'absence d'évaluations systématiques de la vulnérabilité pour identifier les besoins particuliers. Des procédures devraient être mises en place pour faciliter l'identification rapide des personnes qui sont particulièrement vulnérables<sup>15</sup>, donner la priorité aux personnes les plus vulnérables et orienter les femmes ayant besoin de protection, les parents isolés avec de jeunes enfants, les enfants non accompagnés, les personnes âgées, les personnes handicapées, les personnes LGBTI+<sup>16</sup> et d'autres groupes ayant des besoins spécifiques.
19. La RSSG a également noté que l'accès à la procédure est limité à ceux qui répondent strictement aux critères d'entrée des centres d'enregistrement. Les ONGs ont souligné le manque de garanties pour ceux qui ne rentrent pas dans le système : ils ne bénéficient ni d'une aide juridique gratuite, ni de conseils financés par l'État. Il n'y a pas non plus d'information sur la manière de procéder dans les cas exceptionnels autre que celle publiée sur le site Internet du ministère de l'Intérieur en tchèque, anglais et ukrainien<sup>17</sup> et les informations qui pourraient être fournies par les ONGs.
20. Par conséquent, certains groupes qui ne rentrent pas dans les cases prédéfinies ne peuvent pas demander la PT. Il s'agit principalement des Roms arrivant en famille sur plusieurs générations ou ayant un passeport autre que le passeport ukrainien. Trouver un logement étant un critère pour pouvoir accéder au centre d'enregistrement. Si ces personnes ne trouvent pas de solution par elles-mêmes, elles ne peuvent pas déposer de demande de protection temporaire (voir partie IV.3).
21. Bien que certaines demandes de protection puissent nécessiter plus de temps pour être traitées et que les États puissent décider de l'entrée et du séjour des étrangers, l'accès aux procédures d'asile et à des garanties procédurales équitables devrait être assuré à tous ceux qui cherchent une protection<sup>18</sup>. Les autorités devraient veiller à ce que des informations et une assistance juridiques adéquates soient fournies par des juristes compétents en matière de droit d'asile.

---

<sup>15</sup> Voir la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme relative à l'obligation de prendre des mesures pour détecter les vulnérabilités le plus tôt possible au moyen de procédures efficaces d'évaluation du degré de vulnérabilité, et pour s'assurer que les personnes concernées sont informées de ces procédures : *Rahimi c. Grèce*, n° 8687/08, 5 avril 2011 ; *Thimothawes c. Belgique*, n° 39061/11, 4 avril 2017 ; *Abdi Mahamud c. Malte*, n° 56796/13, 3 mai 2016 – [Note CdE/FRA](#) sur les Droits fondamentaux des réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrants aux frontières européennes.

<sup>16</sup> La vulnérabilité particulière des LGBTI, qui doivent être protégés contre la discrimination et la stigmatisation, les préjugés et la violence fondés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, a été soulignée par la [Commissaire aux droits de l'homme](#) et [Christophe Lacroix](#) (Belgique, SOC), rapporteur général de l'Assemblée sur les droits des personnes LGBTI

<sup>17</sup> [Informations pour les citoyens ukrainiens - Ministère de l'intérieur de la République tchèque \(mvcr.cz\)](#)

<sup>18</sup> Voir les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme concernant les cas où une personne présente sur le territoire n'a pas pu introduire une demande d'asile (*A.E.A. c. Grèce*, requête n° 39034/12, arrêt du 15 mars 2018) ou lorsque cette demande n'a pas été sérieusement examinée (*M.S.S. c. Belgique et Grèce [GC]*, requête n° 30696/09, arrêt du 21 janvier 2011).

22. Le CdE a pris des mesures immédiates pour répondre à ce besoin en créant de nouveaux e-Desks HELP Asile/Migration pour un certain nombre de pays dont la République tchèque<sup>19</sup>. Ces outils visent à faciliter l'accès des professionnels du droit et des fonctionnaires chargés des questions de migration, à l'information et à la formation sur le traitement efficace des cas concernant les réfugiés et les personnes déplacées, avec un accent immédiat sur les réfugiés d'Ukraine. Ils complètent les cours nationaux HELP en ligne sur des questions telles que "l'asile et les droits de l'homme", et "la lutte contre la traite des êtres humains"<sup>20</sup>, disponibles en langue tchèque. Ils devraient contribuer à sensibiliser à l'évaluation de la vulnérabilité et à l'identification des besoins particuliers. Les autorités devraient encourager tous les acteurs concernés à prendre part à ces cours gratuits, et à les diffuser davantage. Les cours HELP sur les enfants réfugiés et migrants et sur les alternatives à la détention des immigrants<sup>21</sup>, disponibles en anglais et dans plusieurs autres langues, peuvent également être traduits en tchèque si les autorités nationales souhaitent les mettre en œuvre dans le cadre d'une coopération institutionnelle.

### III. RECEPTION ET INCLUSION

#### III.1. ACCÈS AU LOGEMENT

23. Grâce à une vague de soutien extraordinaire et sans précédent en République tchèque, on estime que 85% des réfugiés sont hébergés soit dans des logements privés, soit dans des familles tchèques, soit chez des parents ou amis de la communauté ukrainienne, soit dans des hôtels ou autres structures privées. 14 000 demandeurs ont été hébergés par les autorités (la moitié d'entre eux à Prague, le reste étant réparti dans les différentes régions). Les capacités d'accueil de l'État, soit 5 000 places, sont pleinement occupées. La majeure partie de cette assistance est fournie par les autorités locales, les ONG et les particuliers. Le gouvernement soutient et encourage l'hébergement individuel en aidant financièrement les familles d'accueil (3 000 CZK par personne accueillie et par mois, jusqu'à un maximum de 12 000 CZK par mois), dans le but d'éviter les camps de tentes et les logements collectifs. Malheureusement, il n'existe pas de chiffres exacts concernant le nombre de personnes hébergées dans des logements privés, en dehors des familles qui demandent une aide financière. Une plateforme dédiée a été créée afin de disposer d'un groupe de logements disponibles, mais il n'y a pas de suivi ou de sélection des familles d'accueil, ni de vérification du respect des normes minimales, ce qui constitue un sujet de préoccupation (voir le point 3.3 Protection contre la traite).

24. Bien que les arrivées diminuent, un tel soutien spontané et généreux n'est pas durable. Les personnes qui accueillent les arrivants ne pourront pas continuer à fournir de la nourriture et des services, malgré l'aide financière accordée. Avec la prochaine saison estivale, les hôtels seront de plus en plus sollicités par les touristes qu'ils pourraient vouloir accueillir, plutôt que de loger des réfugiés, d'autant plus après les restrictions imposées par la pandémie de COVID-19.

<sup>19</sup> [New Council of Europe HELP e-Desks on asylum/migration for lawyers assisting people fleeing the war in Ukraine - All news \(CdE.int\)](#) Voir en particulier le cours pour [la République Tchèque](#)

<sup>20</sup> Voir les cours [Asile et droits de l'homme](#) et [Lutte contre la traite des êtres humains](#).

<sup>21</sup> Voir les cours sur les [enfants réfugiés et migrants et alternatives à la détention des immigrants](#).

25. La plupart des réfugiés ont tendance à rester dans les villes. Selon le maire de Prague, en mai 2000, il y avait à Prague quatre fois plus de réfugiés d'Ukraine pour 1 000 habitants que dans les autres régions. Prague manquait déjà de logements avant la crise des réfugiés et ne peut pas accueillir un grand nombre de personnes dans un délai aussi court. Bien que les autorités étudient les scénarios possibles pour accueillir le nombre actuel de réfugiés et même un nombre plus important, il faut davantage de plans d'urgence et de solutions à long terme. Il s'agit notamment de redistribuer les réfugiés à travers le pays et d'apporter un soutien approprié aux autorités locales pour accueillir et intégrer les nouveaux arrivants. Les infrastructures (eau, déchets, transports, écoles et jardins d'enfants) ne sont généralement pas conçues pour accueillir autant de nouveaux arrivants et doivent être modernisées, ce qui implique des coûts importants. Les possibilités d'emploi en dehors des grandes villes sont rares, ce qui constitue un obstacle supplémentaire. En outre, les réfugiés qui ont tenté de s'installer dans une autre région semblent rencontrer des difficultés administratives excessives lorsqu'il s'agit de s'inscrire auprès d'un autre centre régional d'enregistrement. Il faudrait faire davantage pour accroître l'attrait déjà limité des régions, comme la bonne pratique observée consistant à aider les petits villages à remettre en état les propriétés données par des particuliers. La fermeture pure et simple du centre d'enregistrement KACPU, annoncée par le maire de Prague<sup>22</sup>, n'est pas un moyen judicieux d'encourager la redistribution dans les régions.
26. L'hébergement est un défi majeur, en particulier pour les personnes d'origine rom fuyant l'Ukraine (voir IV.3). Comme l'ont souligné de nombreux interlocuteurs, il conviendrait de mettre en place un système de redistribution à l'échelle nationale et s'efforcer d'élargir les possibilités de logement dans tout le pays, y compris pour les réfugiés roms.
27. La RSSG se félicite des priorités stratégiques<sup>23</sup> adoptées par le gouvernement tchèque pour s'adapter à l'afflux de réfugiés. Celles-ci identifient 13 domaines d'action prioritaires, comprenant tous les aspects pertinents de l'intégration des réfugiés : logement, éducation, santé, affaires sociales et sécurité. Le total des coûts estimés liés à la vague de réfugiés s'élève à 54 milliards de CZK. Il est précisé que la majorité des fonds seront investis dans les affaires sociales, l'éducation, le logement et les soins de santé.
28. Afin de couvrir ces frais, des fonds ont été alloués par l'Union européenne à ses États membres les plus touchés, principalement dans le cadre du programme AMIF. En outre, depuis mars 2022, la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) a notamment approuvé une subvention de 400 000 euros pour financer la fourniture de services d'hébergement, d'information, d'emploi, de santé, juridiques et sociaux, ainsi qu'un prêt initial de 200 millions d'euros pour soutenir l'aide humanitaire, les allocations de logement et l'embauche de personnel temporaire recruté pour fournir une aide à l'accueil.<sup>24</sup>
29. Le soutien financier substantiel apporté par la CEB à la République tchèque peut être utilisé pour répondre au besoin vital de plus de logements sociaux qui a été souligné par tous les partenaires rencontrés. Il convient néanmoins d'éviter la ghettoïsation et de prendre dûment en compte les besoins des populations locales pour maintenir la cohésion sociale dans le pays.

<sup>22</sup>[Le maire de Prague déclare au gouvernement tchèque que si les réfugiés ne sont pas redistribués ailleurs dans le pays d'ici mardi, il fermera le centre d'assistance - Romea.cz](#)

<sup>23</sup> Voir supra: " Établissement des priorités stratégiques du gouvernement de la République tchèque pour faire face à la vague de réfugiés liée à l'invasion de l'Ukraine par la fédération russe ", Prague, 13 avril 2022.

<sup>24</sup> Voir [République tchèque | CEB \(CdEbank.org\): subvention de 400 000 € le 21 avril 2022 ; prêt de 200 millions € le 3 juin 2022.](#)

### III.2 ACCES AUX SOINS DE SANTE

30. En République tchèque, tout prestataire de soins de santé doit fournir des soins urgents à tous, à tout moment, indépendamment de l'assurance ou du statut de résidence, mais il n'est pas obligatoire de le faire gratuitement. Certains médecins tchèques ont tout de même offert une aide gratuite aux citoyens ukrainiens<sup>25</sup>. En outre, en vertu des dispositions mettant en œuvre la directive européenne sur la protection temporaire, l'accès aux soins de santé doit être total et gratuit et les coûts doivent être entièrement couverts par le régime de sécurité sociale<sup>26</sup>. Les réfugiés ukrainiens peuvent également demander à bénéficier du régime d'assistance immédiate extraordinaire en cas de risque grave sur la santé<sup>27</sup>.
31. Les réfugiés nouvellement arrivés étant principalement des femmes et des enfants, des personnes âgées, des personnes handicapées ou des personnes souffrant de problèmes de santé, les besoins sanitaires sont spécifiques. Les hôpitaux et les médecins sont confrontés à un manque de ressources, incapables de faire face à l'augmentation soudaine du nombre de patients souffrant de maladies chroniques et graves ou de traumatismes psychologiques. La RSSG a été informée des difficultés à obtenir des rendez-vous (souvent avec de longs délais d'attente) avec des médecins spécialistes, y compris pour des traitements urgents en cours, comme pour le cancer. Une attention particulière doit être accordée au besoin de soins de santé sexuelle et reproductive des femmes. Le CdE travaille actuellement à l'élaboration de nouvelles normes visant à garantir un accès équitable à des ressources limitées en matière de soins de santé, qui fourniront des orientations aux États dans ce domaine<sup>28</sup>.
32. De plus, les différences entre les traitements médicaux prescrits en Ukraine et en République tchèque peuvent être une source d'anxiété pour les patients. Les difficultés linguistiques et de communication entre les médecins et les patients ont également été soulignées. Celles-ci sont abordées dans le cadre des travaux en cours du CdE sur un guide de la littératie à la santé pour tous, y compris pour les migrants et les réfugiés, afin de leur donner les moyens d'accéder aux soins de santé sur une base équitable avec les autres groupes de la société<sup>29</sup>. L'engagement des médecins ukrainiens en République tchèque permettrait également d'atténuer le problème, car actuellement ils ne sont autorisés à travailler dans les hôpitaux tchèques qu'en tant que médecins assistants. Une procédure rapide et souple de reconnaissance de leurs qualifications allégerait la charge qui pèse sur le système de santé tchèque, déjà mis à rude épreuve par la pandémie de COVID-19 (voir chapitre III.5 sur l'accès au marché du travail).
33. L'obligation plus stricte en République tchèque qu'en Ukraine concernant la vaccination des enfants pour pouvoir aller à l'école a rendu les familles réticentes à y inscrire leurs enfants. Une médiation culturelle et des explications approfondies, notamment par des médecins ukrainiens, peuvent aider à convaincre les familles réticentes.

<sup>25</sup> Par exemple, l'initiative civile Iniciativa Lékaři pro Ukrajinu [lekariproukrajinu.cz](http://lekariproukrajinu.cz)

<sup>26</sup> Voir l'[assurance maladie publique](#) tchèque et les [lignes directrices pour les nouveaux arrivants d'Ukraine en République tchèque : séjour, emploi et aide sociale](#) | [Site web européen sur l'intégration \(europa.eu\)](#).

<sup>27</sup> Voir le site web sur l'[aide immédiate extraordinaire](#)

<sup>28</sup> Voir les travaux en cours sur l'[accès équitable aux ressources rares \(CdE.int\)](#)

<sup>29</sup> Voir les travaux en cours sur la [littératie à la santé \(CdE.int\)](#)

### III.3 BESOIN DE SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

34. Les réfugiés qui fuient l'Ukraine ont été exposés à une violence extrême et ont connu des niveaux intolérables de peur et d'anxiété. Les enfants sont souvent isolés de leur famille et ont peur pour leur père restés dans la zone de guerre, et souffrent donc de niveaux de stress élevés. Les vies quotidiennes et les routines ont été brisées, avec une pression supplémentaire pour s'adapter à de nouvelles langues et de nouveaux environnements. Un retour rapide à l'école contribuera à atténuer le stress psychologique, en donnant aux enfants un sentiment de stabilité et de normalité ainsi qu'une perspective d'avenir. Cela dit, les écoles doivent être équipées pour identifier et traiter les problèmes de santé mentale, si et quand ils surviennent. Le ministère de l'Éducation de la République tchèque a mis en place un programme de soutien psychologique dans les écoles, mais il reste difficile de trouver des psychologues et des travailleurs sociaux qui parlent ukrainien.
35. Les traumatismes liés aux violences sexuelles, à la guerre et/ou à l'épreuve de se retrouver seul dans un pays étranger sont très répandus<sup>30</sup>. Cette situation a suscité des demandes de prise en charge spécifique et de soutien psychologique par des spécialistes dans le traitement des traumatismes. Plusieurs organisations et initiatives proposent une aide psychologique gratuite en ukrainien<sup>31</sup>. L'Organisation d'aide aux réfugiés/OPU<sup>32</sup> propose une fiche d'information, basée sur la psychothérapie, destinée aux bénévoles et aux professionnels, sur la manière de parler aux personnes touchées par la guerre. De même, le CdE dispose d'un mémo sur la manière de fournir une première aide psychologique aux réfugiés ukrainiens<sup>33</sup>. Le besoin de soutien et de soins reste élevé, notamment le besoin de psychologues ukrainophones.
36. La RSSG a également observé un besoin sans précédent de soutien pour les professionnels et les bénévoles qui aident les réfugiés. Travailler dans des conditions aussi exigeantes sur le plan psychologique comporte un risque d'épuisement et de burn-out.
37. Le CdE est prêt à soutenir les parties prenantes dans la détection rapide des problèmes psychologiques ou des traumatismes et dans la fourniture d'une assistance appropriée. Cela peut contribuer utilement aux efforts des équipes de psychologues, de psychiatres, de travailleurs sociaux, d'éducateurs et de spécialistes de la migration menant des interventions d'urgence avec le personnel des services de santé et des services sociaux travaillant sur le soutien psychosocial et la réhabilitation des traumatismes. Cela permettrait de soutenir et/ou de développer le renforcement des capacités, des protocoles spécifiques, des séminaires en ligne, des fiches et des listes de contrôle faciles à utiliser pour les professionnels concernés, dans plusieurs langues, y compris l'ukrainien.

<sup>30</sup> [Les réfugiés ukrainiens en Europe : une crise de santé mentale en devenir - InfoMigrants](#)

<sup>31</sup> Par exemple, le [réseau tchèque de psychologie pour les changements globaux](#), l'[Institut national de la santé mentale](#) et le service d'assistance [Sluchátko](#).

<sup>32</sup> [www.opu.cz/wp-content/uploads/2022/03/Jak\\_mluvit\\_navod\\_0304C.pdf](http://www.opu.cz/wp-content/uploads/2022/03/Jak_mluvit_navod_0304C.pdf)

<sup>33</sup> Groupe Pompidou : [premiers secours psychologiques pour les Ukrainiens](#)

### III.4. INTEGRATION LINGUISTIQUE

38. L'apprentissage de la langue du pays d'accueil est essentiel pour faciliter l'inclusion sociale. Pour surmonter la barrière linguistique, une brochure d'information destinée aux employés et aux employeurs a été produite en tchèque et en ukrainien<sup>34</sup>. Certains des principaux portails d'emploi du pays<sup>35</sup> permettent désormais aux utilisateurs de rechercher des postes vacants sans avoir de connaissance de la langue tchèque. Des centres d'intégration<sup>36</sup> ont été mis en place dans chaque région par le ministère de l'intérieur. Ces centres, qui ont un statut non gouvernemental et sont financés par l'UE, proposent des cours de langue ainsi qu'une orientation culturelle et des conseils sociaux et juridiques. Le Centre d'intégration de Prague a souligné l'existence de nombreux cours de langue payants, alors que les cours de langue gratuits sont rares. Il a été suggéré qu'un soutien linguistique gratuit plus important était nécessaire. Les entreprises privées qui emploient des réfugiés pourraient également mettre en place des cours de langue gratuits.
39. Concernant les enfants, les écoles ne sont visiblement pas habituées à recevoir un grand nombre d'enfants étrangers. Elles ont réagi rapidement en organisant des groupes d'adaptation pour permettre aux enfants ukrainiens de rejoindre progressivement les classes ordinaires et d'apprendre la langue tchèque. Ces mesures ne suffiront toutefois pas à répondre aux besoins croissants qui apparaîtront lorsque l'inscription dans les écoles locales deviendra obligatoire à partir de septembre 2022. Des efforts supplémentaires sont nécessaires tout au long de l'été, notamment la mise en place d'un plus grand nombre de cours d'adaptation et de langue et la formation des professeurs de langue et des éducateurs.
40. Le Service de l'éducation du CdE fournit des orientations et un soutien pédagogique pour aider les professionnels qui apportent un soutien linguistique aux migrants adultes<sup>37</sup>. Il a développé un site web spécifique offrant un soutien dédié à l'intégration linguistique des réfugiés d'Ukraine<sup>38</sup>, y compris pour les enfants. Ces outils sont en cours de traduction dans les langues des pays limitrophes de l'Ukraine. Les autorités et organisateurs d'initiatives privées peuvent s'en inspirer pour soutenir leurs efforts louables. Le CdE peut également aider les autorités à organiser des formations pilotes pour les éducateurs dans les écoles et les communautés.

<sup>34</sup> Le dépliant destiné aux employés et aux employeurs est disponible en [tchèque](#) et en [ukrainien](#).

<sup>35</sup> Voir [job.cz](#) et [práce.cz](#). Des offres d'emploi en ukrainien sont également publiées sur le site de l'[Initiative ukrainienne en République tchèque](#).

<sup>36</sup> [Integrační centrum Praha \(icpraha.com\)](#)

<sup>37</sup> [Page d'accueil sur l'intégration linguistique des migrants adultes \(CdE.int\)](#)

<sup>38</sup> [Site web du ECLM sur le soutien dédié à l'intégration \(linguistique\) des réfugiés d'Ukraine - \(CdE.int\)](#)

### III.5. ACCES AU MARCHÉ DU TRAVAIL

41. Le gouvernement tchèque a estimé que, parmi les réfugiés nouvellement arrivés, 137 000 sont des adultes en âge de travailler, la grande majorité (80%) étant des femmes<sup>39</sup>. Les détenteurs du statut de protection temporaire peuvent demander un permis de travail auprès d'une agence régionale de l'Office du travail en fonction de leur lieu de résidence, après avoir signé un contrat de travail avec un employeur. Les opportunités d'emploi existent et les données des bureaux de l'emploi tchèques montrent que déjà plus de 50 000 personnes auraient trouvé un emploi dans des industries qui avaient auparavant un besoin urgent de travailleurs<sup>40</sup>. La CEB a également approuvé un prêt de 150 millions d'euros aux petites et moyennes entreprises tchèques et slovaques pour soutenir la création d'emplois<sup>41</sup>. L'assistance financière de la Banque devrait être utilisée efficacement en vue de faciliter l'accès au marché du travail pour les personnes originaires d'Ukraine.
42. Le gouvernement adopte une approche encourageante et pragmatique, afin de faciliter un accès rapide au marché du travail. Une proposition inquiétante visant à restreindre l'accès des réfugiés aux prestations sociales et à lier l'assurance maladie au statut d'employé est néanmoins sur la table<sup>42</sup>. Si les réfugiés sont en général très motivés pour trouver un emploi, ils doivent encore surmonter des obstacles majeurs tels que le manque de garderies pour les jeunes enfants (voir IV.1), les difficultés linguistiques (voir III.4) et la reconnaissance des qualifications.
43. La reconnaissance des qualifications serait un problème, en particulier pour certaines professions réglementées dans les domaines de la santé et de l'éducation. Compte tenu des besoins urgents qui existent, le gouvernement a adopté une approche pragmatique, autorisant les enseignants et les médecins ukrainiens à travailler comme assistants dans les hôpitaux et les écoles, même s'ils ne remplissent pas les critères linguistiques pour la reconnaissance officielle de leurs diplômes. Une plus grande flexibilité est nécessaire pour que, même s'ils ne maîtrisent pas le tchèque, les réfugiés ukrainiens qui sont qualifiés dans leur propre pays puissent être pleinement reconnus comme médecins et enseignants, ce qui leur permettrait de soigner des patients ukrainiens et d'enseigner des étudiants ukrainiens. Il a également été observé que les réfugiés ne travailleraient pas dans le domaine dans lequel ils sont qualifiés, souvent en raison d'un manque de reconnaissance appropriée de leurs qualifications. Une procédure plus rapide d'évaluation et de reconnaissance des qualifications est nécessaire.
44. Le passeport européen de qualifications pour les réfugiés (EQPR)<sup>43</sup> est un outil efficace sur lequel les États membres du CdE peuvent s'appuyer. Il soutient et complète les systèmes nationaux de reconnaissance et d'admission en fournissant une évaluation équitable des qualifications des réfugiés, y compris ceux dont les dossiers sont inadéquats ou insuffisamment documentés. Une récente session d'évaluation a concerné 29 réfugiés ukrainiens résidant en Italie et en France. Elle a démontré la valeur considérable de l'EQPR pour les réfugiés ukrainiens ayant des qualifications dans des domaines liés à la santé, tant en termes d'accès à l'emploi qu'en termes de poursuite des études.

<sup>39</sup> Etablissement de priorités stratégiques par le gouvernement de la République tchèque pour faire face à la vague de réfugiés liée à l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie, Prague, 13 avril 2022.

<sup>40</sup> [Les autorités tchèques encouragent les réfugiés ukrainiens à chercher du travail, sous peine de perdre leurs allocations.](#)

<sup>41</sup> Voir le site internet de la CEB annonçant un prêt de [€150 million](#) le 17 mars 2022.

<sup>42</sup> Le droit à la santé et à l'assistance médicale prévu par la [Charte sociale européenne](#) (articles 11 et 13) complète les articles 2 et 3 de la Convention européenne des droits de l'homme et s'applique aux non-nationaux.

<sup>43</sup> [Passeport européen de qualification pour les réfugiés \(EQPR\) \(CdE.int\)](#)

45. La République tchèque est encouragée à devenir un partenaire officiel de l'EQPR. Il est important de souligner que les centres nationaux de reconnaissance restent aux commandes et décident s'il est nécessaire de renvoyer les candidats à l'EQPR. Le CdE soutient ces centres en formant des évaluateurs de diplômes possédant les compétences nécessaires en matière de qualifications ukrainiennes et la connaissance de la langue ukrainienne.

## IV. LES PERSONNES EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ

### IV.1 ENFANTS

#### IV.1.1 ENFANTS NON ACCOMPAGNES ET SEPARES

46. Les enfants qui fuient la guerre et cherchent une protection dans un pays étranger sont particulièrement vulnérables et ont besoin d'un soutien et d'un encadrement spécifiques. Si la moitié de la population réfugiée fuyant l'Ukraine est composée d'enfants, seul un petit nombre d'entre eux sont non accompagnés (MNA) ou séparés<sup>44</sup>. Selon le ministère des Affaires sociales, environ 90 enfants non accompagnés, la plupart âgés de plus de 16 ans, se trouvaient en République tchèque au moment de la visite. Comme la République tchèque n'a pas de frontière extérieure avec l'Ukraine, les MNA ne sont pas systématiquement enregistrés, ce qui augmente le risque de les voir disparaître.
47. Selon l'UNICEF, si et une fois que les enfants sont identifiés, le système de référence efficace pour les MNA qui existait avant la crise permet une réponse rapide par le biais de hotspots dans chaque municipalité. Les MNA se voient proposer un hébergement (y compris par des familles d'accueil et des centres communautaires), une tutelle, un soutien social et une scolarisation. Les autorités tchèques ont expliqué que les autorités ukrainiennes préfèrent que les MNA ne soient pas placés dans des familles d'accueil car ces dernières seraient ensuite considérées comme des parents adoptifs. L'intérêt supérieur de l'enfant et les normes récemment adoptées par le CdE sur la priorité à donner à la prise en charge familiale devraient prévaloir<sup>45</sup>. La publication du Bureau de la RSSG sur les approches adaptées aux enfants dans le domaine des migrations<sup>46</sup> peut également contribuer à l'application des normes juridiques par le biais de conseils pratiques et procéduraux et d'exemples concrets.
48. De nombreux enfants sont arrivés avec un tuteur non-légal (oncle ou tante, grands-parents, ami, voisin). Les autorités ont expliqué qu'elles adoptent une approche flexible dans le but de garder le groupe ensemble après l'enregistrement complet et le suivi de la personne qui accompagne l'enfant. Si les enfants arrivent seuls, les autorités essaient de trouver un parent proche pour assumer la responsabilité de la tutelle<sup>47</sup>. Cette flexibilité est à saluer pour autant que le tuteur soit soigneusement contrôlé et que les normes définies dans la Recommandation du Comité des Ministres sur la tutelle effective des enfants non accompagnés et séparés dans le contexte de la migration<sup>48</sup> soient pleinement respectées.

<sup>44</sup> Les mineurs non accompagnés (MNA) sont des enfants qui ont été séparés de leurs parents ou d'autres responsables légaux ou coutumiers, ainsi que d'autres parents adultes. Les enfants séparés peuvent inclure ceux qui sont confiés à des frères et sœurs adultes ou à d'autres membres adultes de la famille.

<sup>45</sup> Voir le [Guide sur le placement en famille d'accueil d'enfants non accompagnés ou séparés](#)

<sup>46</sup> [Promouvoir des approches adaptées aux enfants dans le domaine de la migration - Normes, orientations et pratiques actuelles](#) (2019).

<sup>47</sup> Pour plus de détails, voir le [document UNICEF/EUROCHILD](#)

<sup>48</sup> [Recommandation sur la tutelle effective des enfants non accompagnés et séparés dans le contexte de la migration](#) (2019).

49. Les agences des Nations Unies (ONU) ont également souligné le grand nombre d'institutions ou d'internats qui ont cherché une protection pour leurs résidents hors d'Ukraine, la moitié de ces enfants étant handicapés<sup>49</sup>. Des initiatives privées ou des organisations non gouvernementales ont généralement aidé ces évacuations. La question de la tutelle légale de ces enfants a été signalée comme une préoccupation, bien que les autorités aient, de manière pragmatique, confié aux écoles la responsabilité de s'occuper des enfants. Ces institutions devraient faire l'objet d'un contrôle approfondi.
50. Des défis spécifiques ont été identifiés concernant les enfants non accompagnés de plus de 16 ans. La législation ukrainienne leur donne le droit de voyager librement hors d'Ukraine, sans avoir besoin du consentement de leurs parents<sup>50</sup>. Ils se considèrent donc comme autonomes et sont réticents à l'idée d'être placés en famille d'accueil ou sous tutelle. Ils évitent parfois intentionnellement l'enregistrement car ne savent pas dans quel pays ils veulent s'établir et ne souhaitent pas nécessairement être regroupés avec des parents à l'étranger. Des travailleurs sociaux spécialement formés doivent identifier ces enfants à haut risque d'abus, de violence et de traite des êtres humains et assurer la liaison avec eux, notamment en étant présents lors de l'enregistrement.
51. Le regroupement familial doit également être une priorité pour les enfants non accompagnés<sup>51</sup>. Il convient de s'efforcer activement de retrouver les membres de la famille dans d'autres pays, de procéder à une évaluation systématique pour déterminer ce qui est dans l'intérêt supérieur de l'enfant, de demander le consentement des parents et de partager avec les autorités compétentes les informations concernant tout déplacement vers les pays voisins<sup>52</sup>.

#### **IV.1.2 ACCES A L'EDUCATION**

52. Selon les informations communiquées par le ministère de l'Éducation, au moment de la visite de la RSSG, sur les 29 000 enfants en âge préscolaire, 3 310 enfants ukrainiens avaient été placés dans des jardins d'enfants et sur les 57 000 enfants soumis à l'obligation scolaire (âgés de 6 à 15 ans), 23 204 étaient inscrits dans des écoles. Un portail internet<sup>53</sup> mis en place par une initiative civile permet aux familles ukrainiennes de trouver un jardin d'enfants, une école primaire ou secondaire. La carte indique les écoles qui ont des places vacantes et qui sont prêtes à accepter des enfants ukrainiens. Le ministère de l'éducation indique que les capacités sont suffisantes pour une inscription de tous à travers le pays<sup>54</sup>. Les grandes villes (principalement Prague) sont néanmoins surchargées et les familles sont encouragées à se déplacer vers les régions (voir III.1).

<sup>49</sup> [Protéger les enfants non accompagnés fuyant l'Ukraine : Les chefs des agences de l'ONU | UN News](#)

<sup>50</sup> [Code civil de l'Ukraine](#), article 313.

<sup>51</sup> Voir publication du CdE « [Regroupement familial pour les enfants réfugiés et migrants - Normes juridiques et pratiques prometteuses](#) »

<sup>52</sup> [Protéger les enfants non accompagnés fuyant l'Ukraine : Les chefs des agences de l'ONU | UN News](#)

<sup>53</sup> Le projet [Shkola](#) est une initiative spontanée de ScioŠkola et de la société technologique Ximilar.

<sup>54</sup> Le ministère de l'Éducation fait état de 12 896 places gratuites dans les jardins d'enfants et de 150 458 dans les écoles primaires.

53. Les enfants ukrainiens peuvent suivre des cours en ligne organisés par les autorités et les écoles ukrainiennes<sup>55</sup>. En pratique, peu d'entre eux semblent le faire de manière appliquée. Leur esprit est trop occupé à faire face à la situation et à s'adapter à leur nouvelle vie. A partir de septembre 2022, l'intégration dans le système scolaire tchèque sera obligatoire. Les autorités ukrainiennes préconisent la poursuite de l'enseignement en ligne ou la création de classes séparées pour les enfants ukrainiens, avec des enseignants ukrainiens et selon les programmes ukrainiens, dans l'espoir d'un retour rapide à la normale en Ukraine. Les efforts pour garder le lien avec les élèves ukrainiens sont en effet importants pour faciliter leur réintégration dans les écoles ukrainiennes. La République tchèque est favorable à une approche non ségrégative visant l'inclusion des élèves ukrainiens dans le système d'accueil. Cette approche est conforme à l'intérêt supérieur de l'enfant, étant donnée l'incertitude de la situation en Ukraine. Elle facilitera l'intégration des enfants, leur socialisation et leur soulagement psychologique. Il faut donc faire preuve de souplesse de part et d'autre. Des solutions pragmatiques doivent être recherchées, comme la possibilité pour les enfants ukrainiens de compléter leur enseignement officiel par des cours extrascolaires en ukrainien, y compris dans les locaux scolaires, avec des enseignants ukrainiens employés par le gouvernement tchèque.
54. En ce qui concerne la prise en charge des enfants en dessous de l'âge scolaire, le ministère de l'éducation a souligné qu'il y avait 12 896 places gratuites dans les jardins d'enfants à l'échelle nationale. Dans les grandes villes (en particulier à Prague), les structures d'accueil pour les enfants de 0 à 3 ans étaient signalées comme insuffisantes pour les enfants tchèques, même avant l'afflux de réfugiés. Des efforts bienvenus ont été faits pour créer des places pour les plus jeunes enfants réfugiés. Cependant, des signes de malaise apparaissent au sein de la population tchèque, car leurs propres enfants restent sur des listes d'attente. Tout en préservant la cohésion sociale et en évitant toute discrimination à l'égard de la population locale, il est important d'alléger la pression exercée sur les mères réfugiées célibataires et de leur permettre d'accéder au marché du travail, de s'intégrer dans la société et de devenir autonomes. Davantage de jardins d'enfants devraient être ouverts pour répondre à ce besoin urgent et croissant. Le soutien financier de la CEB<sup>56</sup> pourrait également être utilisé à cette fin.

## IV.2 RÉFUGIÉS NON UKRAINIENS

55. En principe, la protection temporaire s'applique aux non-Ukrainiens, aux apatrides et aux étrangers qui résidaient régulièrement en Ukraine avant le 24 février<sup>57</sup>. Néanmoins, la RSSG a été informée<sup>58</sup> que, en pratique, les non-Ukrainiens sont encouragés à retourner dans leur pays d'origine, et y sont aidés notamment par le biais de vols de retour volontaire organisés par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). Ceci inclut également les étudiants munis de visas leur permettant d'étudier en Ukraine. Les Syriens ou les Palestiniens qui bénéficiaient du statut de réfugié en Ukraine et qui ne peuvent pas être renvoyés dans leur pays d'origine, doivent se soumettre à une nouvelle procédure d'asile parfois longue en République tchèque, puisqu'ils ne peuvent bénéficier de la protection temporaire. L'attitude accueillante envers les réfugiés ukrainiens a fait naître l'espoir d'un changement de paradigme concernant les procédures d'asile. Les autorités tchèques sont encouragées à s'appuyer sur les résultats positifs de cette crise pour renforcer le système d'asile dans son ensemble, et en pleine conformité avec les normes du Conseil de l'Europe.

<sup>55</sup> Voir le [document](#) fourni par l'Ukraine sur le site du CELV (anglais seulement)

<sup>56</sup> Voir supra et [République tchèque | CEB \(CdEbank.org\)](#)

<sup>57</sup> [Informations pour les citoyens ukrainiens - Ministère de l'intérieur de la République tchèque \(mvcr.cz\)](#)

<sup>58</sup> L'ECRI l'a également souligné en termes généraux dans sa [Déclaration](#) sur les conséquences de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine.

### IV.3 REFUGIES ROMS

56. Bien qu'il n'y ait pas de chiffres officiels, des milliers de réfugiés roms (ressortissants d'Ukraine ou d'autres États) se trouveraient dans le pays<sup>59</sup>. Comme mentionné aux points II.2 et III.1, la RSSG a observé certaines difficultés dans la fourniture de l'aide humanitaire, l'accès à l'enregistrement et au logement, ainsi que des préoccupations liées à la possibilité de retourner en Ukraine en cas d'apatridie<sup>60</sup>.
57. Les Roms fuyant le conflit en Ukraine ont tendance à ne pas bénéficier des offres spontanées de soutien de la population locale puisqu'elles arrivent en tant que familles intergénérationnelles de 20 à 30 personnes, difficiles à loger ensemble. Une initiative civile<sup>61</sup> a installé un soutien d'urgence dans la principale gare ferroviaire de Prague et aidait jusqu'à 7 000 réfugiés par jour au moment de la visite du RSSG. L'administration des chemins de fer a fourni 70 lits dans le hall pour les plus vulnérables, et 210 personnes ont pu dormir sur les sièges d'un train en stationnement.
58. Le gouvernement a fait des efforts afin d'atténuer le problème, notamment en utilisant les centres de rétention pour accueillir les familles roms. Peu après la visite, les autorités ont ouvert des abris d'urgence (campements de tentes) pour accueillir les réfugiés roms (pour une durée maximale de 30 jours), jusqu'à ce que leur processus de sélection et leur éligibilité à la protection soient finalisés. Il s'agit de tentatives appréciables pour trouver une solution rapide au problème. Des solutions plus durables doivent néanmoins être trouvées.
59. D'autres solutions proposées par le ministère de l'Intérieur se sont heurtées à la résistance des autorités locales et des populations. Les réactions positives de la région de Hradec Králové<sup>62</sup> devraient être une source d'inspiration pour les autres. Le RSSG se félicite de la dernière initiative visant à mettre en place un groupe de travail composé de représentants des ministères, du médiateur de la République tchèque, des municipalités et du secteur non gouvernemental afin de trouver de nouvelles solutions.
60. Des mesures ont également été prises selon lesquelles les personnes demandant une protection temporaire doivent désormais prouver qu'elles ont obtenu un logement. Il y a un risque pour que ces mesures dissuadent les réfugiés roms à demander une protection. Selon les informations communiquées par les autorités compétentes, certains d'entre eux ont également la nationalité d'un Etat membre de l'UE. Ceci les prive automatiquement de la protection temporaire en République tchèque<sup>63</sup>.

<sup>59</sup> [La région tchèque accueille sans problème une cinquantaine de réfugiés roms d'Ukraine, le "tourisme de bienfaisance" n'est pas leur motivation](#) - Romea.cz

<sup>60</sup> C'est également ce qu'a déclaré le Commissaire aux droits de l'homme : [Luttons contre la discrimination et les préjugés à l'encontre des Roms fuyant la guerre en Ukraine](#) et par l'ECRI dans sa [déclaration](#) sur les conséquences de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine.

<sup>61</sup> [Initiativa Hlavák](#) (initiative de la gare centrale) et [l'Organisation d'aide aux réfugiés](#) (OPU), soutenues par les pompiers qui travaillent pour les chemins de fer, les médecins de la 3e faculté de médecine de Prague, l'administration des chemins de fer et la police tchèque, mobilisent des centaines de bénévoles pour fournir une assistance complète, allant de l'aide pour les billets de train à l'assistance juridique pour les personnes dans des situations spécifiques.

<sup>62</sup> [La région tchèque accueille sans problème une cinquantaine de réfugiés roms d'Ukraine, le "tourisme de bienfaisance" n'est pas leur motivation](#) - Romea.cz

<sup>63</sup> [La République tchèque durcit les conditions d'entrée pour les réfugiés ukrainiens](#)

## V. PROTECTION CONTRE LA VIOLENCE ET LUTTE CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

### V.1. SOUTIEN AUX VICTIMES DE CRIMES DE GUERRE

61. La plupart des réfugiés qui fuient l'Ukraine sont des enfants et des jeunes femmes et sont donc particulièrement vulnérables à l'exploitation et aux abus. Bien qu'aucun cas de ce type n'ait été formellement identifié en République tchèque au moment de la visite de la RSSG, les allégations de violences sexuelles et de viols perpétrés par des soldats russes sur des civils en Ukraine, y compris sur des jeunes filles et garçons<sup>64</sup>, se multiplient. La RSSG a observé un besoin soudain de soins de santé sexuelle et reproductive supplémentaires pour les femmes, y compris des soins de santé pendant et après la grossesse et un soutien aux victimes de violence sexuelle et de viol. En cas de grossesse non désirée, la RSSG a reçu l'assurance que l'accès à l'avortement était garanti et couvert par l'assurance maladie, y compris en cas de viol. Il faut s'en féliciter, même si les victimes doivent également bénéficier de soins spécifiques et d'un soutien psychologique immédiat et à plus long terme assuré par des spécialistes de la réhabilitation des traumatismes (voir III.3).
62. Les réfugiés ukrainiens victimes de violences, y compris de crimes de guerre à caractère sexuel perpétrés en Ukraine, peuvent déposer une plainte auprès du procureur conformément au principe de compétence universelle. La RSSG souligne l'importance de documenter ces crimes et apprécie le fait que la police tchèque ait commencé à enquêter sur les crimes de guerre présumés en Ukraine, à recueillir les témoignages des réfugiés, et que le système judiciaire tchèque puisse condamner les auteurs par contumace<sup>65</sup>.

### V.2. PROTECTION CONTRE LA VIOLENCE ET LES ABUS

63. Pour prévenir la violence à l'égard des femmes réfugiées en République Tchèque, les centres d'accueil devraient être adaptés aux besoins des femmes, avec ou sans enfants. Des zones séparées et sécurisées devraient être réservées aux femmes et enfants, des fournitures adaptées à leurs besoins particuliers et une aide médicale et psychologique appropriée, y compris pour les expériences de violence sexuelle et fondée sur le genre devraient être fournies. Étant donné que les réfugiés ukrainiens sont pour la plupart accueillis par des entités privées, une surveillance, une vérification et un contrôle accrus des hôtes privés devraient permettre de déterminer si la sécurité des femmes et des enfants est assurée dans les logements privés.
64. En amont de toute démarche prise en vue de la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique<sup>66</sup> (Convention d'Istanbul), ces efforts pourraient être considérés comme contribuant à aligner la législation et les pratiques de la République tchèque sur les normes de cette convention.

<sup>64</sup> Voir [Hommes et garçons parmi les victimes présumées de viols par des soldats russes en Ukraine | Ukraine | The Guardian](#)

<sup>65</sup> [La police tchèque enquête sur de possibles crimes de guerre en Ukraine | Radio Prague International](#)

<sup>66</sup> [La Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.](#)

### V.3. TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

65. Le risque de traite a augmenté dans les premiers jours de l'agression, alors qu'un grand nombre de personnes non surveillées offraient transport et logement. Les organes du Conseil de l'Europe ont rapidement réagi en appelant les États à agir de toute urgence pour protéger les réfugiés fuyant l'Ukraine contre la traite des êtres humains<sup>67</sup>.
66. Les pays frontaliers de l'Ukraine ont pris assez rapidement des mesures (collecte de données, surveillance des personnes offrant une aide, information des réfugiés entrants sur le risque de traite, etc.). La République tchèque n'ayant que des frontières terrestres ouvertes avec les pays voisins membres de l'Union Européenne, il lui a été impossible d'établir des procédures d'enregistrement efficaces pour prévenir la traite. Les ONG soupçonnent que le phénomène est beaucoup plus vaste que ne le laisse supposer le petit nombre de cas officiellement signalés.
67. Les cas suspects semblent être traités efficacement par la police et les mécanismes nationaux d'orientation. Les informations sur les risques de la traite sont diffusées, soit par des canaux officiels, soit par des initiatives de la société civile. Des documents d'information étaient visibles dans les centres d'enregistrement et de soutien visités par la RSSG.
68. Il est indispensable d'intensifier et de systématiser les efforts visant à prévenir et à combattre la traite des êtres humains, en s'appuyant sur les lignes directrices et les recommandations formulées par l'organe de surveillance du CdE, le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA)<sup>68</sup>. Fournir à chaque étape des informations claires en ukrainien, en russe et en anglais sur les dangers de la traite devrait aider les femmes à identifier les indicateurs de risque. Ces informations devraient également souligner les risques liés aux médias sociaux lors de la publication d'informations personnelles afin de demander de l'aide. Les lignes d'assistance téléphonique accessibles 24h/24 et 7j/7 devraient être renforcées.
69. L'enregistrement adéquat de toutes les personnes fuyant l'Ukraine est essentiel, y compris celles qui n'ont pas de papiers ou de preuve de résidence. La continuité du système d'enregistrement dans les pays de transit et de destination doit être assurée. La RSSG a constaté que des groupes de migrants d'origine rom n'étaient pas autorisés à s'enregistrer avant d'avoir trouvé un logement, ce qui en fait des cibles faciles pour les trafiquants. Ceux qui essaient de trouver un logement par leurs propres moyens n'ont aucune garantie qu'il soit fourni par des personnes de confiance et dans un environnement sûr. L'enregistrement et la vérification de tous les véhicules, personnes et entreprises privées fournissant des services de transport et d'hébergement dans un registre central obligatoire répertoriant toutes les offres contribueraient grandement à prévenir le risque de traite.
70. Il devrait y avoir des itinéraires de voyage officiels et sûrs et des transports publics gratuits. Alors que des billets de train gratuits ont été distribués au début de la crise, au moment de la visite de la RSSG, la poursuite du voyage depuis Prague n'est possible qu'après s'être enregistré auprès du KACPU de Prague. Cette mesure, qui vise à empêcher les abus du système, augmente le risque que les réfugiés restent bloqués toute la nuit s'ils arrivent après la fermeture du centre d'enregistrement, ou qu'ils acceptent les offres douteuses de trafiquants potentiels. Elle dissuade également les réfugiés de se rendre rapidement vers d'autres régions.

<sup>67</sup> La Secrétaire générale à l'occasion de la Journée internationale de la femme le 8 mars, appelant à une protection spéciale des femmes et des filles, la Commissaire aux droits de l'homme suite à sa visite dans les pays frontaliers, et le Groupe d'experts du CdE sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) dans une déclaration datée du 17 mars.

<sup>68</sup> [Le GRETA publie une note d'orientation sur la gestion des risques de traite des êtres humains liés à la guerre en Ukraine et à la crise humanitaire qui en découle - News \(CdE.int\)](#)

71. Le risque de traite est accru par le faible niveau de sensibilisation des agents des forces de l'ordre de première ligne, des professionnels du droit, des travailleurs humanitaires et des bénévoles, y compris ceux dans les gares, au risque de traite et aux indicateurs d'identification. Il est donc nécessaire de renforcer la formation, la sensibilisation et le développement de l'expertise numérique pour détecter les victimes potentielles et dissuader les trafiquants<sup>69</sup>.

#### V.4 RISQUE DE TRAITE ET D'ABUS DES ENFANTS

72. Les enfants en déplacement et privés de soins parentaux sont davantage exposés à la violence, aux abus et à l'exploitation. Pour prévenir les disparitions et les abus d'enfants, le GRETA<sup>70</sup> recommande que tous les enfants non accompagnés et séparés soient enregistrés et bénéficient immédiatement de dispositifs de protection efficaces, y compris un hébergement sûr et spécialisé, avec un personnel formé et alerté aux risques de traite d'êtres humains. Des vérifications accrues sont nécessaires dans le cas d'enfants voyageant avec des adultes sans lien de parenté ou en cas de doute sur le lien de parenté.
73. Le Comité de Lanzarote, surveillant la mise en œuvre de la Convention sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, a souligné la nécessité de protéger les enfants contre les abus et l'exploitation sexuels et a publié un communiqué<sup>71</sup> réitérant la déclaration et les recommandations<sup>72</sup> adoptées en réponse à l'afflux de réfugiés de 2016. Une « checklist » récemment adoptée indique également aux États les mesures à mettre en place<sup>73</sup>.

---

<sup>69</sup> Voir le Bulletin de la FRA : [La guerre en Ukraine - Les implications des droits fondamentaux au sein de l'UE](#)

<sup>70</sup> Voir la [note d'orientation du GRETA](#).

<sup>71</sup> Voir la [déclaration](#) du Comité de Lanzarote (25 mars 2022).

<sup>72</sup> [Rapport spécial](#) " adopté par le Comité de Lanzarote (2017) et [les rapports de conformité](#) correspondants.

<sup>73</sup> [CHECKLIST](#)- Protection des enfants touchés par la crise des réfugiés contre l'exploitation et les abus sexuels

## V.5 EXPLOITATION PAR LE TRAVAIL

74. Bien que les chiffres soient difficiles à estimer, l'emploi non déclaré, où les travailleurs sont sous-payés et ne bénéficient d'aucune protection sociale, représente un défi. Dans un pays où la diaspora ukrainienne est importante, l'exploitation est parfois perpétrée par des membres de la communauté. Hébergés gratuitement dans des familles privées ou des hôtels, les réfugiés se sentent redevables et peuvent subir des pressions pour accepter n'importe quel emploi qui leur est proposé. Pour prévenir ce risque, il convient de fournir des informations facilement accessibles sur les droits au travail et les procédures d'emploi dans le pays d'accueil et de rédiger un contrat de travail officiel dans une langue facilement compréhensible par l'employé<sup>74</sup>. Les inspecteurs du travail devraient renforcer leur contrôle des secteurs à haut risque (tels que l'hôtellerie, l'agriculture, les coursiers, le travail domestique, les studios de massage, etc.) et effectuer davantage d'inspections dans les endroits où les personnes fuyant l'Ukraine sont susceptibles d'être exploitées. Ils devraient également développer une expertise numérique et passer au crible les offres d'emploi afin de mieux détecter les trafiquants en ligne.
75. Le Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH) du Conseil de l'Europe, travaillant en étroite collaboration avec les membres du Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA), des experts de la Charte sociale européenne et des experts indépendants en matière de lutte contre la traite, a récemment préparé un projet de recommandation aux Etats membres sur la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains aux fins d'exploitation de leur travail en vue de sa future adoption par le Comité des Ministres<sup>75</sup>. Le projet de recommandation adopte une approche holistique fondée sur les "quatre P" - politique et données intégrées, prévention, protection et poursuites.
76. Le CdE est prêt à contribuer au renforcement des capacités sur ces questions, y compris conjointement avec des organisations internationales, en particulier le HCR. Il peut aider la République tchèque à accroître sa capacité à prévenir et à combattre efficacement la violence sexuelle et fondée sur le genre, la traite des êtres humains et le risque d'exploitation et d'abus des enfants. Pour ce faire, il propose d'habiliter et de former les parties prenantes, telles que les agents frontaliers, les services de répression et les autorités chargées de la protection de l'enfance. Le cours en ligne HELP, développé pour former les professionnels concernés à la lutte contre la traite des êtres humains, est désormais disponible en langue tchèque<sup>76</sup>.

<sup>74</sup>Voir la [note d'orientation du GRETA sur la gestion des risques de traite des êtres humains liés à la guerre en Ukraine et à la crise humanitaire qui en découle](#) (4 mai 2022).

<sup>75</sup>Voir les travaux du [CDDH](#) et la Note d'orientation du GRETA sur la prévention et la lutte contre la traite des êtres humains aux fins d'exploitation par le travail

<sup>76</sup>[Cours : Asylum/Migration HELP eDesk \(Ukraine\) \(CdE.int\) ; Voir le cours en langue tchèque](#)

## VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

---

77. Les autorités tchèques, assistées par la société civile et les organisations internationales, ont réagi avec rapidité et efficacité à l'afflux sans précédent de personnes fuyant l'Ukraine. La plupart des personnes qui répondent aux critères d'éligibilité reçoivent les avantages et les services associés au statut de protection temporaire. Le système d'asile tchèque n'est toutefois pas pleinement équipé pour recevoir et évaluer le grand nombre de demandeurs d'asile. Des efforts louables ont été fournis pour s'adapter à la situation. Il est cependant nécessaire de mieux identifier les vulnérabilités spécifiques. La RSSG offre par conséquent le soutien du CdE pour profiter de l'opportunité créée par cette nouvelle situation afin de renforcer le système d'asile en place, et d'améliorer l'accès aux services de protection pour les personnes en situation de vulnérabilité.
78. Ce rapport n'a pas la prétention de fournir une image complète de la situation des personnes fuyant vers la République tchèque, ni une analyse complète de toutes les considérations stratégiques. Son objectif principal est d'identifier certains domaines dans lesquels le CdE peut aider, à la demande de la République tchèque, les autorités de l'Etat à faire face aux défis existants. A ce stade, il importe de se concentrer sur la planification à moyen et long terme d'une assistance durable, sur la protection de la sécurité et de la dignité des personnes et sur des mesures d'inclusion efficaces. Dans le cadre du Plan d'action sur la protection des personnes vulnérables dans le contexte de la migration et de l'asile, et en coopération étroite avec les Organisations Internationales, le savoir-faire et l'expertise peuvent être exploités pour fournir une expertise technique et sur mesure aux entités compétentes. Le CdE propose donc de :
1. Soutenir les autorités compétentes afin de garantir une évaluation de la vulnérabilité et une procédure d'orientation plus efficaces et systématiques. Cela implique d'améliorer les connaissances et les compétences des professionnels et des avocats impliqués dans le processus d'enregistrement relatives aux garanties pour les personnes ayant des besoins particuliers, notamment en ce qui concerne l'identification, l'accueil et la prise en charge des enfants non accompagnés et des victimes de violence. Une diffusion plus large des cours en ligne gratuits HELP pourrait également contribuer à améliorer les garanties procédurales pour les personnes en situation de vulnérabilité.
  2. Aider les autorités à mettre en œuvre des plans d'urgence pour renforcer la capacité de logement en fonction des besoins de la population locale et des réfugiés, en évitant les camps de tentes et la ghettoïsation de certains groupes et populations. À cette fin, il pourrait être fait appel au soutien financier disponible auprès de la CEB.
  3. Mettre à profit l'expertise du CdE pour soutenir les parties prenantes qui fournissent une assistance psychologique ou en cas de traumatisme et permettre une détection et un soutien rapides des traumatismes de guerre, y compris chez les enfants ukrainiens, en renforçant les équipes/équipes de psychologues, de psychiatres, de travailleurs sociaux et d'éducateurs qui cherchent à mener des interventions d'urgence avec le personnel des services sociaux et de santé travaillant sur le soutien psychosocial et le traitement des traumatismes.
  4. Engager les autorités à tous les niveaux ainsi que les communautés locales afin de faciliter l'inclusion linguistique des adultes et des enfants par la mise en œuvre des lignes directrices et des outils existants et la formation des éducateurs.

5. Soutenir les autorités compétentes dans le développement d'un système inclusif en matière d'accès à l'éducation, y compris les structures préscolaires/jardins d'enfants, afin que le système scolaire puisse absorber les enfants tchèques et ukrainiens tout en respectant l'intention des élèves ukrainiens de retourner un jour en Ukraine.
6. Soutenir la participation au Passeport européen de qualification pour les réfugiés (EQPR) et permettre aux personnes éligibles d'accéder au marché du travail dans différents secteurs.
7. Aider les autorités compétentes à adapter et à mettre en œuvre les normes et orientations du Conseil de l'Europe en ce qui concerne la lutte contre la traite des êtres humains, l'identification des victimes d'exploitation et d'abus sexuels, y compris les enfants, la sécurité des femmes dans les structures d'accueil et la violence sexiste, tout en améliorant la coordination avec d'autres organisations internationales, en particulier l'UNHCR, sur ces questions par le biais de programmes de formation et d'événements conjoints.

## VII. ANNEXE : PROGRAMME DE LA VISITE

### Mercredi 4 mai

- 17:00 - 18:30** Point d'information de la gare centrale de Prague – visite et échange avec des bénévoles et des réfugiés
- 19:00** ONG – Organisation d'aide aux réfugiés/OPU (Mme Zuzana Pavelková), Caritas (Mme Klara Boumova), Association pour l'intégration et la migration (Mme Magda Faltová), Iniciativa Hlavak (Mme Magdalena Pospíchalová)

### Jeudi 5 mai

- 09:30 - 10:30** Organisations internationales – réunion avec l'OIM (Mme Lucie Bultova), le HCR (Mme Petra Levrincova) et l'UNICEF (Mme Teona Kuchava)
- 11:00 - 12:00** Ministère du travail et des affaires sociales – rencontre avec Mme Freitas Lopesova Vice-ministre du travail et des affaires sociales
- 14:30 - 15:00** Conseil municipal de Prague – rencontre avec Mme Milena Johnová, membre du Conseil municipal de Prague
- 15:30 - 16:30** ICP - Integrační centrum Praha – rencontre avec Mme Anca Covrigová, expert du projet
- 17:00 - 18:00** Bureau du Défenseur public des droits – rencontre avec Mme Veronika Víchová, Avocate

### Vendredi 6 mai

- 09:00 - 09:30** Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports – réunion avec M. Jindřich Fryč, secrétaire d'État du ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports.
- 10.00 - 11.00** Ministère de l'Intérieur – réunion présidée par M. Jiří Nováček, premier vice-ministre de l'Intérieur
- 12.00 - 14.00** Ministère des Affaires étrangères – déjeuner de travail offert par M. David Červenka, Directeur du Département des droits de l'homme et de la politique de transition, et M. Ivo Šilhavý, Envoyé spécial pour les migrations
- 15.00 - 16.00** Centre régional d'aide et d'assistance à l'Ukraine (KACPU) – visite guidée par le Col. Luděk Prudil